RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE

Rapport du 1er trimestre 2026

Analyse du contexte

La mise en œuvre du projet PRECOM au premier trimestre 2026 s'inscrit dans une fenêtre d'opportunité stratégique, la pleine saison sèche à N'Djamena constituant une période charnière pour engager des interventions physiques de drainage et d'aménagement avant le retour des pluies en mai-juin. Cette urgence opérationnelle est dictée par la vulnérabilité urbaine persistante, où les déficits structurels en matière d'assainissement et de gestion des déchets, accumulés depuis fin 2025, exigent une réponse immédiate pour prévenir les inondations. Par conséquent, l'analyse contextuelle de ce trimestre impose une priorité absolue sur trois axes : l'opérationnalisation des travaux d'infrastructure, pour profiter de l'absence de contraintes météorologiques ; le renforcement institutionnel proactif, afin de garantir l'opérationnalité des comités de résilience avant la montée des eaux ; et la mobilisation sociale intensive pour ancrer des habitudes de gestion des déchets durables. En combinant ces leviers infrastructurels, institutionnels et communautaires, le projet a su profiter de ce temps de latence climatique pour contribuer au renforcement de la résilience des quartiers ciblés face aux risques d'inondation.

Résumé exécutif

Au cours du premier trimestre 2026, des progrès notables ont été réalisés tant sur les plans institutionnel, opérationnels que communautaires. Les instruments de sauvegardes environnementales et sociales, ainsi que les Termes de Référence pour le renforcement de la gouvernance communautaire et du Mécanisme de Gestion des Plaintes ont été élaborés. Parallèlement, le processus de recrutement d'une structure chargée des diagnostics participatifs dans cinq nouveaux arrondissements a été engagé, afin d'orienter les futures interventions sur la base des vulnérabilités locales et des priorités multisectorielles.

Sur le plan opérationnel, le PRECOM a initié et réalisé plusieurs travaux d'infrastructures urbaines et d'assainissement, incluant la pose de buses et de dalots, la réhabilitation de marchés, le reprofilage de voies et la préparation d'ouvrages hydrauliques communautaires. Le trimestre a également marqué le lancement officiel de la première cohorte de micro projets communautaires, avec la remise officielle des chèques symboliques aux 31 organisations de la société civile sélectionnées l'année dernière en prélude au démarrage effectif des actions sur le terrain.

La mise en oeuvre de ces activités s'est faite suivant une approche mixte, combinant participation communautaire et recours ciblé à des entreprises spécialisées pour les ouvrages complexes.
Dans l'ensemble, le premier trimestre 2026 a permis de poser des bases opérationnelles solides pour l'accélération des interventions prévues, tout en générant des enseignements importants en matière de planification, de gestion des risques et de renforcement des capacités locales pour la suite du projet.

Mise en oeuvre des activités

Produit 1

Augmenter les capacités opérationnelles des autorités locales à investir dans des interventions urbaines.

- La stratégie d'engagement des parties prenantes : document disponible et en attente de la validation par le comité technique.
- Les procédures d'exécution, de suivi et d'évaluation : MOP disponible et en attente de la validation par le comité technique.
- Les instruments de sauvegardes environnementales et sociales exécutés et soumis à la validation du DEELCPN.
- Les procédures administratives, financières et comptables : MOP disponible et en attente de la validation par le comité technique.
- Les procédures administratives, financières et comptables : MOP disponible et en attente de la validation par le comité technique.



Produit 2 : Maximiser l'impact des investissements dans les interventions urbaines : quartiers prioritaires.

15	Quartiers des cinq (5) arrondissements de la ville de N'Djamena (2eme 3eme, 4eme, 5eme, 6eme) sont identifiés pour un diagnostic participatif afin d'identifier les besoins et les priorités en matière de réduction des risques et de renforcement de la résilience communautaire.
1	Appel à manifestation a été publié en vue de la sélection et du recrutement d'une ONG ou d'un cabinet local, chargé de conduire le diagnostic participatif et communautaire.

Produit 3 : Favoriser un leadership actif et représentatif des communautés au processus de prise de décision, d'exécution et de gestion des interventions urbaines.

8	Un comité de gestion composé de 8 membres a été mis en place pour assurer une gestion durable, inclusive et communautaire du hangar de marché et du bloc de latrines réalisés dans le 1er arrondissement.



Produit 4 : Améliorer tangiblement la qualité de vie des communautés dans les quartiers ciblés, réduire l'exposition et la vulnérabilité, et renforcer la résilience de manière inclusive et durable face aux défis climatiques.

2000 Mètres linéaires de dalots préfabriqués, destinés à 4 arrondissements ciblés, sont en phase de finition.



565 Mètres linéaires de dalots et de buses ont déjà été posés dans le 7eme et le 9eme arrondissements.



32 Stagiaires ingénieurs ont mené un diagnostic technique durant vingt deux (22) jours pour identifier quatre (4) zone critiques correspondant aux lots de travaux de pose de buses et de dalots dans les 1er, 7e, 8e, et 10e arrondissements.

31 Organisations de la société civile (OSC), porteuses de micro projets relevant des catégories espaces verts, infrastructures, moyens de subsistance et initiatives des jeunes, ont reçu leurs chèques symboliques pour le lancement des travaux.



2 Marchés réabilités dans le 1er et 7eme arrondissement permettant aux commerçants affectés par les inondations de retrouver un espace sûr et adapté pour relancer leurs activités.





Produit 5 :	Assurer une meilleure compréhension, appropriation et un leadership des bénéficiaires dans les initiatives de résilience au changement climatique, notamment les jeunes, les femmes, et les autres groupes en situation de vulnérabilité.
	La visibilité des interventions sur le terrain, grâce à la mise en œuvre d'actions de communication structurées, incluant la couverture médiatique, la production de contenus et la diffusion via divers canaux, est assurée.
	Les capacités de 75 nouveaux membres seront renforcées afin d'assurer une mise en œuvre plus efficace et opérationnelle du mécanisme. Cette dynamique sera soutenue par la dotation en équipements et outils adaptés, renforçant ainsi leur efficacité dans le traitement des plaintes.



Budget total dépensé	**1, 127, 201.29 USD**

Partenaires

MATUH

Ministère de l'Aménagement du Territoire de l'Urbanisme et de l'Habitat

BANQUE MONDIALE

PILIER

Programme des Nations Unies pour le développement

Immeuble Borkou, Boulevard de Paris,
Rue 1008, porte 915
N'Djamena, Tchad

© PNUD Tchad 2026